

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

Marseille, le 04/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Agglopoie Provence**

281 Boulevard Maréchal Foch  
BP 274  
13666 SALON DE PROVENCE

Références : D-0323-AIX-2023

Code AIOT : 0006406539 (Référence à rappeler dans toute correspondance)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement Agglopoie Provence implanté Quartier des Milani 13300 SALON DE PROVENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Agglopoie Provence
- Quartier des Milani 13300 SALON DE PROVENCE
- Code AIOT : 0006406539
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centre de transfert d'ordures ménagères et de collectes sélectives.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Défense incendie et gestion des eaux susceptibles d'être polluées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La propreté de l'installation n'est pas entretenue (présence de nombreux déchets au sol autour des remorques et de plastiques aux abords du site).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 8.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 8.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 8.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Plan de la collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Contrôles eaux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Contrôles eaux de lavage	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Rétention eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 8.4	/	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 3.8.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Niveau activité	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 1.5	/	Sans objet
12	Bruits	Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 7.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La défense incendie du site n'est plus fonctionnelle.

Les deux RIA sont défectueux et la réserve d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup> est inutilisable (état d'abandon constaté). Une mise en demeure est proposée au titre du L.171-8 du code de l'environnement (délai 3 mois).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie et débroussaillage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation du débroussaillage régulier des abords du site et présence d'un plan de défense incendie opérationnel.
<b>Constats :</b> L'exploitant a un contrat avec un prestataire pour réaliser le débroussaillage 4 fois par an. L'exploitant n'a pu présenter un plan de défense incendie le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Prévention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence d'une réserve incendie d'un volume de 240 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une réserve d'eau incendie de 240 m <sup>3</sup> . Néanmoins, celle-ci n'est pas opérationnelle, laissée à l'abandon (manque d'eau, présence de vase et roseaux).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Prévention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintient du matériel incendie et personnes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification du contrôle des extincteurs + réalisation d'exercices incendie pour tester le bon fonctionnement du matériel.
<b>Constats :</b> Les extincteurs et le robinet incendie ont été vérifiés le 12/07/2022. Deux écarts importants ont été notifiés: sur l'un des deux RIA Fuite et pression insuffisante et indication d'un mauvais fonctionnement pour les deux RIA. Le jour de l'inspection, il est constaté que le RIA sur la plate forme basse n'est pas utilisable (vanne d'ouverture cassée).  L'exercice annuel est uniquement théorique et ne permet pas de vérifier le bon fonctionnement du matériel, notamment les RIA.  Le fonctionnement des 4 caméras thermiques de surveillance des remorques de stockages n'est pas vérifié annuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Prévention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de surveillance et d'alarme
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence de Télésurveillance et d'une alarme sonore.
<b>Constats :</b> Une télésurveillance est présente sur le site et une alarme sonore.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 3.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification annuelle des installations électriques
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées le 13 juillet 2022 par un organisme certifié.
<b>Observation :</b> Transmettre sous 15 jours un rapport justifiant les levées de réserves signalées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Niveau activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activité du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tonnage annuel de déchets entrants en 2022 environ 30 000 Tonnes.
<b>Constats :</b> Tonnage annuel 2022 de 30 705 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Plan de la collecte des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan du réseau des eaux usées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan du réseau des eaux usées tenu à jour.
<b>Constats :</b> Le plan de réseau des eaux usées ne permet pas d'identifier précisément l'emplacement des débourbeurs/déshuileurs, les vannes de sectionnement et les lieux de prélèvements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Traitement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement, système obturation, convention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Traitement des eaux usées, convention avec gestionnaire
<b>Constats :</b> Un débourbeur/déshuileur a été vidangé le 27/07/2022 mais l'exploitant n'a pas fait vidanger le deuxième débourbeur/déshuileur.  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter des analyses d'eaux usées (lixiviats résultant du lavage des camions d'OM) et aucune traçabilité des rejets eaux usées n'est enregistrée.  Absence de convention de rejet avec le gestionnaire du milieu récepteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Contrôles eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles avant rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Analyses des eaux usées issues de la plateforme basse (emplacement des remorques) : MES et hydrocarbures.
<b>Constats :</b> Aucune analyses des eaux usées n'a été réalisée pour l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Contrôles eaux de lavage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles avant rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Analyses des eaux issues de la plateforme de lavage des camions : MES, DB05, DCO et hydrocarbures.
<b>Constats :</b> Aucune analyse des eaux usées n'a été réalisée pour l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Rétention eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'aménagement de l'installation doit permettre la rétention des eaux incendie.
<b>Constats :</b> La vanne guillotine n'est pas fonctionnelle (non accouplée au système de crémaillère). Cette vanne permet d'éviter les rejets d'eaux usées et incendie au milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 12 : Bruits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2004, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle des émissions sonores.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des émissions sonores a été réalisé par une société certifiée le 14/10/2022. Pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe Photos

### RIA inutilisable Vanne d'ouverture cassée



### Réserve d'eau incendie inutilisable





